

XIII

LA DICTATURE ECONOMIQUE DU PROLETARIAT ET LA COMPTABILITE SOCIALE GENERALE

La dictature du prolétariat est un spectre épouvantable pour les braves petits-bourgeois, mais elle effraie tout autant la plus grande partie du prolétariat. Tous oublient que la classe capitaliste leur impose aujourd'hui sa propre dictature avec la plus grande brutalité et un total manque d'égards. Mais l'histoire ne se préoccupe guère des frayeurs des petits bourgeois, car c'est toujours une histoire de lutte de classes. C'est pourquoi la classe prolétarienne, menacée dans sa vie même, devra se soulever contre la dictature capitaliste et imposer son ordre propre, l'ordre du travail, et ceci face à l'opposition de tous les éléments bourgeois. L'impulsion nécessaire sortira des grandes masses de travailleurs rassemblées dans les entreprises grosses et moyennes. Elles s'empareront de la force publique de la société et imposeront le nouvel ordre social au reste de la société. Mais, il ne s'agit ni de l'imposer par décret ou à la pointe des baïonnette, mais bien de le voir naître de l'organisation des grandes masses elles-mêmes.

En Europe occidentale, le prolétariat aura à mettre l'Etat en morceaux, et à prendre possession des entreprises pour en faire une propriété sociale. Ceci réalisé, il devra décider s'il suit l'exemple russe et, influencé par l'enseignement social-démocrate, s'il fait de l'Etat le dirigeant et l'administrateur d'un nouvel appareil d'oppression. Si, au contraire, l'élément communiste est suffisamment fort parmi les ouvriers, ceux-ci pourront, prendre en main la gestion des entreprises, par l'intermédiaire de leurs organisations d'entreprises et de leurs conseils. Mais cette dernière éventualité ne pourra devenir réalité que si on prend comme base, pour régler le cours de la production, les principes énoncés ci-dessus. Ainsi la partie la plus importante du produit social global cesse de dépendre d'un processus incontrôlé celui du marché. Reste cependant l'autre partie de la production sociale, celle effectuée par les petites entreprises et les entreprises agricoles; elle se trouvera nécessairement contrainte de se rallier à l'industrie organisée sur une base économique collective. C'est la dictature économique qui s'exerce ainsi, l'arme la plus puissante du prolétariat victorieux.

L'accomplissement de la révolution sociale dans ce domaine est, en grande partie, une tâche qui incombe à la comptabilité sociale générale. Ce sont, en effet, les nouvelles lois économiques qui sont à l'oeuvre.

La vie de l'entreprise communiste ne connaît ni circulation d'argent ni marché, les appurements se font par virements. Tous les producteurs qui ne sont pas reliés directement à un tel compte de virement seront donc soumis à des contraintes. Ils ne pourront se procurer ni matières premières ni moyens de production pour leur entreprise. S'ils veulent que celle-ci continue d'exister, il faudra bien que le trafic de leurs biens passe par la comptabilisation d'un compte de virement. Ils devront se conformer aux règles générales de la production sociale, traduire sous la forme comptable générale leur production en utilisant la formule: $(f+c)+t$. Du même coup leur production tombe sous le contrôle de la société.

Ainsi les petites entreprises dispersées seront contraintes d'emprunter le chemin suivi par l'économie, et de mettre en ordre à leur tour leur production. Inévitablement, il s'en suivra que les entreprises de même espèce s'uniront en cartel de production. Cette nécessité découle déjà de celle d'établir le temps de production social moyen et le facteur de productivité, et aussi de celle de mettre de l'ordre dans les relations purement matérielles. Mais ce n'est pas tout, car c'est aussi la seule voie pour pallier l'arriération des petites entreprises. La cartellisation n'entraîne pas pour autant la fin de l'autogestion des petites entreprises. Au contraire. Il apparaîtra rapidement que la maîtrise de la production par les producteurs eux-mêmes s'en trouvera encore renforcée.

L'association des producteurs libres et égaux exerce donc une dictature économique. Elle ne reconnaît pas le droit à l'exploitation et exclut de sa communauté ceux qui n'admettent pas ce principe premier du communisme. Certainement, la petite entreprise se trouve contrainte de se soumettre aux règles de la production communiste; mais c'est justement avec cette soumission que la dictature se change en son contraire. Lorsque les producteurs ont en mains, grâce à leurs organisations d'entreprises, la direction et l'administration de la production qu'ils font ainsi passer sous contrôle social, la dictature se trouve supprimée du même coup; les producteurs sont devenus égaux en droit, dans l'association.

LA QUESTION AGRAIRE ET LES PAYSANS*

La production agricole devient une production de marchandises.

On connaît la phrase qui dit que la nouvelle société naît dans le sein de l'ancienne. Le capitalisme avec son développement irrénétique, crée un appareil de production de plus en plus puissant, de plus en plus concentré. Il en résulte que le nombre de bourgeois qui disposent de cet appareil diminue tandis que la masse des prolétaires augmente immensément. Simultanément, ce développement crée les conditions de la chute du capitalisme. La condition nécessaire de cette croissance du prolétariat est l'intensification de l'exploitation tandis que l'insécurité de l'existence progresse du même pas (C.f. Marx: Travail salarié et capital.) Dans ces conditions, le prolétariat n'a qu'une seule issue: le communisme.

Si nous examinons le développement de l'économie agricole, on obtient une toute autre image que celui du développement industriel. Certains prophètes affirmaient que l'agriculture ^{allait} se concentrer et que les petits paysans et les paysans moyens devaient disparaître. En fait on observe assez peu cette évolution. Car, non seulement le paysan moyen, mais aussi le petit paysan, se maintiennent. Il n'est pas question du développement prôné. On doit même enregistrer un accroissement important des petites entreprises agricoles.

Pour les théoriciens du communisme d'Etat, cette évolution est tout à fait décevante. Si le caractère du travail dans l'industrie devient de plus en plus social, l'économie agraire reste, selon ces théoriciens, toujours à part. Si bien que, dans l'industrie, les entreprises deviennent de plus en plus "mûres" pour le communisme - du moins pour ce qu'ils entendent par là - tandis que l'agriculture refuse de mûrir pour passer sous l'administration centralisée de l'Etat.

Aux yeux des communistes d'Etat, l'agriculture est restée une pierre d'achoppement sur la route qui mène au communisme. Selon nous, au contraire, le capitalisme a déjà créé les conditions objectives de l'avènement du communisme dans ce domaine comme ailleurs. Tout dépend, en effet, de la manière dont on envisage les choses, si l'on veut que l'administration de la production soit prise en charge par un bureau central gouvernemental, ou par les

(*) Voir la brochure du G.I.K: Entwicklungslinien in der Landwirtschaft (Orientations du développement dans l'agriculture)

producteurs eux-mêmes.

Examinons donc les caractéristiques de l'agriculture, aujourd'hui. Sans aucun doute, on n'observe pas dans ce domaine l'énorme concentration de la production qui est la règle dans l'industrie. Mais, en dépit de cela, la culture du sol est devenue de plus en plus "capitaliste".

Le signe caractéristique du mode de production capitaliste est la production de marchandise. Les marchandises sont des objets d'usage, mais, dans le régime de la propriété privée des moyens de production, les producteurs ne les produisent pas pour leur usage propre, mais pour celui d'autres personnes. Le producteur de marchandises fabrique donc ce qu'il n'utilise pas et utilise justement ce que lui-même ne fabrique pas. Sur le marché, se déroule l'échange des marchandises. Comme le producteur de marchandises ne produit pas pour lui-même mais pour d'autres, son travail est un travail social. Dans le processus social de l'échange matériel, tous les producteurs de marchandises entrent en liaison les uns avec les autres, vivent dans la dépendance réciproque la plus complète, ils forment un tout, un système fermé.

La vieille entreprise paysanne ne connaissait pas cette production de la marchandise, si ce n'est comme une activité secondaire. La maison paysanne constituait un système fermé qui satisfaisait à peu près à tous ses besoins par son propre travail. Le paysan travaillait pour son propre cercle familial. Sa production n'avait pas de lien social. Son déroulement s'accomplissait presque exclusivement dans les frontières étroites de sa ferme, aussi longtemps du moins que les éléments nécessaires à ce déroulement pouvaient être tirés des produits obtenus. Il n'y avait que le surplus de la production, c'est-à-dire ce qui n'était pas consommé pour son propre usage, que le paysan portait au marché, où ces produits prenaient le caractère de marchandises. L'entreprise paysanne ne participait donc pas du travail social; ceci explique du même coup pourquoi le paysan pouvait mener une existence indépendante.

La production industrielle des marchandises a brisé ce système fermé. D'une part, elle a inondé le globe de produits à bon marché, d'autre part, l'influence du capitalisme a eu pour effet une augmentation des baux et des fermages, tandis que, de son côté, l'Etat augmentait les impôts. Il n'est pas notre propos de discuter ici du processus de l'écroulement de l'économie domestique (voir à ce sujet le livre de R. Luxemburg: l'Accumulation du capital, Maspero Ed. Paris 1967.), mais simplement d'en souligner le résultat qui apparaît clairement aujourd'hui: le paysan a besoin de plus en plus d'argent pour faire face à ses engagements.

Mais pour obtenir de l'argent le paysan doit se transformer en producteur de marchandises, porter davantage de produits au marché. Et il n'a pour cela que deux possibilités: soit il conserve la même productivité et consom-

